

Sur ce on en vint au 31 mai où il fut remis à J.-P. Foehr, par la Chancellerie du Reich, une toute dernière proposition à discuter lors d'une réunion à Berlin à laquelle Servais devait se rendre personnellement. C'est l'arrivée de ce nouveau document que Servais annonça le 2 juin au prince Henri en le prévenant que l'acceptation devait se faire le lendemain, «faute de quoi les propositions allemandes étaient à considérer comme non avenues». Une réunion immédiate entre le Prince-Lieutenant et les membres du Gouvernement est convenue.²⁶⁾

Si l'on se figure qu'outre toutes ces agitations Servais avait encore bien des soucis quant à l'issue des élections du 11 juin pour le renouvellement d'une moitié de la Chambre dont la campagne se faisait avec le mot d'ordre: pour (clan Metz) ou contre (clan de Blochausen) le traité ferroviaire, on s'imagine l'état d'esprit du Ministre d'Etat quand, début du mois, il se rendit à Berlin.

Ici une première déception l'attendait du chef du faux-bond que lui fit Bleichroeder, rencontré fortuitement «dans un lieu public». Le banquier, assurant à Servais et Foehr qu'il songeait toujours à l'exploitation des chemins de fer luxembourgeois, les pria de venir le voir le lendemain pour s'entretenir avec eux de ce sujet, «après qu'il aurait pris encore des informations dont il avait besoin chez M. Delbrück.» Mais lorsque les deux délégués se présentèrent au rendez-vous, Bleichroeder se fit excuser, ce qui devait être assez concluant pour eux.²⁷⁾

Au cours des conférences que Servais et Foehr eurent à partir du 7 juin avec Delbrück et deux autres délégués allemands, ceux-ci «muets», le Ministre d'Etat luxembourgeois faisait des efforts désespérés pour obtenir des garanties devant éviter au Grand-Duché le reproche d'avoir méconnu ses engagements résultant des droits du Guillaume-Luxembourg et de la défense qui avait été imposée au Gouvernement luxembourgeois de céder l'exploitation de ses chemins de fer à un Etat étranger. Mais ce fut peine perdue devant l'obstination de Delbrück, caractérisé par Servais comme «un bureaucrate autoritaire, à l'esprit retors, sur lequel les meilleurs raisons n'ont aucune prise après qu'il a une fois manifesté son opinion.»²⁸⁾

Le 10 juin, après que les pourparlers se furent poursuivis pendant près de cinq heures et que Servais ne s'était lassé d'insister sur la question des garanties, Delbrück, qui avait encore compliqué le problème en y introduisant fallacieusement la question du renouvellement de l'accession à l'Union Douanière, s'emporta au point que Servais et Foehr se retirèrent «sans prendre congé.»^{*)}

*) A la Chambre, quelques jours plus tard, Servais prétendit qu'il avait eu soin de ne pas annoncer la rupture à Luxembourg afin d'éviter les interprétations ^{26bis)}. Mais la nouvelle perça quand même et — d'après les adversaires du Ministre d'Etat — non sans être judicieusement utilisée le jour des élections et y causer le plus grand désarroi.²⁹⁾